

Un pays à la recherche de ses propres règles

Extraction légère de lithium – le lithium du Salar d'Uyuni en Bolivie

par Niels Peter Ammitzboell et Barbara Hug

La Bolivie possède une richesse de ressources naturelles qu'elle veut exploiter en toute conformité avec les principes écologiques. Le (lac salant) Salar d'Uyuni est devenu le point de mire depuis un certain temps, car il y a ici de vastes gisements de lithium, les plus grands du monde. La Bolivie, sous la présidence d'Evo Morales, est fermement décidée à ne pas laisser extraire et enlever cette richesse naturelle par des investisseurs étrangers.

Cette décision du gouvernement Morales a été prise en 2008: on a créé le projet étatique *Lithium – el Proyecto de Lito*.

Un département de l'Université autonome Tomas Frias à Potosí devrait être mis au point pour maîtriser, techniquement et professionnellement, l'exploitation du lithium, son extraction et son traitement au niveau technologique. Cette matière première – c'était le plan – devrait rester en possession nationale et la technique de production devrait demeurer dans le pays même. On voulait mettre le holà à une exploitation du vaste trésor de

lithium par des multinationales dès le début, car des vautours multiples n'attendent que cette proie.

Contrairement à la situation au désert d'Atacama au Chili, en Argentine, aux États-Unis ou en Chine où le lithium est également extrait, il n'est pas possible de concevoir de grands bassins d'évaporation sur le lac salant d'Uyuni. Sur l'Altiplano, il pleut en moyenne trois à quatre mois par an, une pluie qui est accompagnée d'immenses inondations qui persistent encore un à deux mois. L'accès dans cette région devient alors très difficile. Six mois par an, l'exploitation du lithium du lac salant d'Uyuni est pratiquement impossible. D'autres technologies que celles utilisées dans le désert d'Atacama, doivent être trouvées et réalisées.

Depuis de nombreuses décennies, il y avait déjà une collaboration fructueuse entre l'Université autonome Tomas Frias à Potosí (Bolivie) et l'Université technique, Bergakademie Freiberg/Sachs (Allemagne). L'exploitation minière au sens le plus large, était le sujet de

recherche et de la formation commun. A l'instigation du professeur Wolfgang Voigt, une initiative concernant le lithium était lancée à la Bergakademie Freiberg il y a quelques années et il était évident que la coopération existante – l'échange d'étudiants, des conférences scientifiques, etc. – a été également approfondie pour l'exploitation et l'extraction de l'énorme gisement de lithium du Salar d'Uyuni. En collaboration avec l'Université technique de Freiberg/Sachs, des projets pilotes ont été développés depuis 2009, par exemple comment une technologie respectant l'environnement pourrait être mise en service au Salar d'Uyuni. Contrairement au plan de travail de Comibol (Corporation Minera de Bolivia), l'aspect écologique a été là le point central. Il est communément accepté qu'il faut tenir compte de nombreux facteurs si on veut utiliser des méthodes d'exploitation acceptables sur le plan écologique: par exemple, l'hydrogéologie, l'hydrochimie, la consommation d'énergie, le rendement, les coûts, la facilité d'utilisation de machines pour la main-d'œuvre non qualifiée au début.

Vu sous cet angle et d'autres angles écologiques, un projet pilote a été lancé au Salar d'Uyuni dont l'essentiel sera présenté brièvement ici.

En particulier, la méthode du cône d'évaporation ou du cône d'évaporation intensive est à mentionner.

Robert Sieland, hydrogéologue à l'Université technique de Freiberg, la décrit dans une interview avec le journal *Quetzal*.

Après qu'Evo Morales ait annoncé, en avril de cette année, la mise au point d'une loi réglant le partage équitable des gains du lithium entre le gouvernement central de la Bolivie et la province de Potosí, il n'y a plus d'obstacles à l'exploitation légère du lithium. La transformation de la matière première précieuse, par exemple en batteries dans le pays même, serait donc une autre étape. Si la volonté ferme existe de développer le projet de lithium en Bolivie – il semble y avoir aussi des conflits d'intérêts – le contrôle sur les ressources en lithium resterait en main de la population bolivienne, et celle-ci en profiterait. •

Interview de Robert Sieland, géo-écologue à l'Université technique «Bergakademie Freiberg», au sujet des gisements de lithium dans le Salar d'Uyuni en Bolivie

Quetzal: Comment le lithium est-il récupéré de la solution de sel?

Sieland: Le lithium se trouve dans la solution de sel, en concentration relativement haute, il est vrai, mais pour le traiter techniquement, la teneur en lithium est toujours extrêmement pauvre, au-dessous de 1%. Il fallait investir énormément d'énergie dans un processus préparatoire pour atteindre le lithium. Pour rendre ce processus de conditionnement relativement économique, il faut donc d'abord concentrer la solution de sel. Pour y arriver, on profite simplement des données naturelles, c'est-à-dire du soleil et du vent, pour évaporer l'eau et ainsi enrichir le lithium qui reste dissous dans l'eau jusqu'à la fin.

Un deuxième avantage en est que, par cette évaporation, on peut éliminer déjà certains sels non désirés, notamment le chlorure de sodium ou une partie des sels de magnésium. Le chlorure de potassium qu'on retient est un fertilisant bienvenu. Ces matières sortent en premier par rapport aux matières solides et peuvent ainsi être éliminées.

A ce que nous savons, il existe différentes méthodes pour concentrer le lithium. Où en est-on, en fait?

Aujourd'hui, la plus grande production de lithium dans le monde est située au désert d'Atacama au Chili (70%). Là, l'évaporation se fait par des bassins d'évaporation gigantesques. Ce qui veut dire que l'on y construit plusieurs bassins aux dimensions de plusieurs kilomètres carrés, on y pompe la solution salée et on la laisse évaporer par la radiation naturelle du soleil. Si l'on atteint ainsi une certaine concentration, on peut quasiment retirer la solution et la traiter dans le prochain pas du processus technique. Le gouvernement bolivien cherche également à se servir de tels bassins gigantesques au Salar d'Uyuni. Mais là, le problème de base est que les conditions climatiques y diffèrent de celles du désert d'Atacama au Chili. Là, c'est la région la plus sèche du monde entier avec moins de 10 litres de précipitations annuelles par mètre carré. Au Salar d'Uyuni, par contre, la saison pluviale dure de décembre à mars, et par année, l'on mesure des précipitations de 150 litres environ par mètre carré. C'est pourtant peu, si on le compare à l'Allemagne où les précipitations moyennes s'élèvent à 800 litres par mètre carré, mais cela suffit pour rendre impossible l'évaporation pendant la saison pluvieuse.

L'Université technique Bergakademie Freiberg a suivi une autre voie. Vous travaillez à ce que vous appelez le «Kegelprojekt» (le projet de cônes). Un tel cône a l'air d'une casquette bolivienne «chulus»... Depuis 40 ans, l'Université technique Bergakademie Freiberg entretient des contacts très



Bolivie: Exploitation du lithium dans le Salar d'Uyuni avec des cônes de l'UT de Freiberg. (photo rédaction Quetzal, Ariane Schön)

étroits avec l'université de Potosí en Bolivie. Sur la base de ces liaisons de longue date, nos partenaires qui coopèrent avec nous nous ont invités à réaliser avec eux un projet qui met au centre ces gisements gigantesques de lithium au Salar d'Uyuni. En 2007 nous avons eu les premiers entretiens, ensuite on a signé un accord. Nous nous sommes mis d'accord qu'il faut accélérer l'évaporation, la rendre plus rapide que celle possible dans les grands bassins, et c'est précisément par là que nous sommes tombés sur ces constructions en forme de cône. Là, on pompe en haut la solution salée qui retombe ensuite sur la surface externe du cône. Ce qui veut dire que nous y ajoutons encore un mouvement qui rend plus efficace et plus rapide l'évaporation par le soleil et le vent.

Cette différence est-elle mesurable?

Avec les cônes, la solution salée est «mûre» en peu de jours, une semaine au maximum. Avec les bassins cela dure normalement 8 à 10 mois, et il faut compter avec la saison pluvieuse de trois mois et éventuellement avec des inondations qui peuvent durer plus longtemps encore. Ce qui veut dire qu'en fin de compte, une année ne suffit éventuellement pas, si les précipitations surviennent brièvement avant la fin du processus d'évaporation.

Mais ces cônes ne sont-ils pas relativement petits?

Les prototypes que nous avons développés étaient d'une hauteur maximale de trois mètres, construits avec des matières toutes banales qui sont disponibles partout dans la région, c'est-à-dire des bâtons métalliques, des bâches en plastique ou différents textiles. Il est concevable aussi de construire ces cônes directement en sel, en amassant des tas de sel que l'on couvre par une bâche. Ainsi, les coûts restent très bas. Mais il faut avouer qu'un tel petit cône, même s'il est rapide à réaliser, ne fournit pourtant pas de grandes quantités. Pour pouvoir produire le tout à un niveau industriel, il faut installer plusieurs centaines de ces cônes. Avec ces cônes, qui

en sont toujours au stade expérimental, on peut en plus, en changeant leurs dimensions et leur diamètre, rendre optimal le processus qui consiste à employer de plus grandes quantités de solution salée.

A vous écouter on a l'impression que l'extraction des autres sels serait alors facile à faire?

Précisément. Avec les cônes, on la réussit de manière particulièrement élégante. En fait, sur la surface externe, les sels sortent dans l'ordre du moment où ils ne peuvent plus au niveau chimique se dissoudre à l'eau. Le premier à sortir du chlorure de sodium puisque on en trouve la plus grande quantité dans la solution. Si je connais le degré de concentration qui fait sortir le chlorure de sodium, je peux quasiment interrompre le processus en le retirant en grattant pour le vendre ensuite en tant que sel comestible. Si je laisse se continuer le processus entamé, j'assiste à l'extraction consécutive d'abord du chlorure de potassium et ensuite du sel de magnésium et d'autres sels. Ce qui a pour effet d'arriver à une séparation des sels à intervalles de temps successifs.



Bolivie: Exploitation du lithium dans le Salar d'Uyuni avec des cônes de l'UT de Freiberg. (photo rédaction Quetzal, Judith Heinrich)

Si les cônes entrent en concurrence avec les bassins d'évaporation du gouvernement bolivien, ne faudrait-il pas prévoir environ 4000 cônes, voilà le chiffre auquel nos propres comptes nous ont amenés, pour récupérer la quantité identique en carbonate de lithium? Ce qui correspondrait à une forêt de cônes...

Cela se peut, en effet.

Mais il faut avouer que le Salar est immense, environ quatre fois le territoire du Land de la Sarre ou la moitié de celui de la Saxe-Anhalt.

En effet, il s'agit de 10000 kilomètres carrés. Il faut pourtant considérer que dans cette «forêt de cônes», ils s'influenceront entre eux, ce qui veut dire que, par exemple, l'humidité aérienne augmentera. Ce qui veut dire que l'efficacité de l'évaporation dimi-

nua. Il faudra donc installer de plus petits groupes de cônes et les installer en respectant un certain écart d'un groupe à l'autre.

Cette technique-là conviendrait donc à une structure décentralisée dans laquelle la population locale, les «comunidades» indigènes, pourraient être intégrées.

En effet, oui. On peut installer les cônes partout de manière très mobile, et au moment où la saison pluvieuse commence on pourrait les démonter ou simplement arrêter. Dès que la période sèche recommence, le processus pourrait être déclenché à nouveau. En procédant de la sorte, les pertes ne seraient que de brève durée, si la pluie arrive inattendue. Un autre avantage des cônes c'est qu'à la différence des grands bassins ils ne changent pas durablement le paysage.

Et combien un cône coûterait-il?

Notre objectif est de maintenir les coûts de production inférieurs à 200 \$. Mais on peut aussi les réduire en utilisant du sel ou des matériaux et des bâches moins chers. Cinq cônes ont toujours besoin d'un panneau solaire pour l'approvisionnement en énergie électrique.

Vous avez fait des expériences dans la communauté de Tahua. Est-il réaliste que les comunidades ou des familles gèrent et exploitent ces cônes?

En théorie, ce serait possible. Il suffirait d'un peu de formation pour le faire. On n'a pas besoin de faire des études, on a simplement besoin de quelqu'un qui explique et instruit les gens de façon adéquate. Si les comunidades souhaitent vraiment le mettre à exécution, cela dépend de nombreuses conditions, et finalement du fait aussi que les gens acceptent une telle technologie nouvelle et l'adoptent pour eux-mêmes.

Avez-vous observé une certaine disposition à participer? Ou les gens, ont-ils tout de suite refusé?

Non, non! Les gens étaient euphoriques et voulaient absolument y participer. Plusieurs villages à la fois voulaient tout de suite avoir de ces cônes. Le problème était que les 20 villageois qui se sont penchés sur la procédure sont venus juste pour un jour et ont disparu le lendemain. Nous ne savons pas pourquoi. Nous aurions besoin d'indigènes qui pourraient expliquer le projet de manière convaincante. Et aussi d'ethnologues connaissant les structures et traditions séculaires de ces comunidades et qui examinent comment introduire quelque chose de nouveau. Là, nous, les scientifiques, sommes dépassés.

Suite page 6

«L'«économie verte» est le nouveau colonialisme destiné à soumettre nos peuples»

Discours d'Evo Morales Ayma, Président de la Bolivie, lors de la séance plénière de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, Rio de Janeiro, le 21 juin 2012



Evo Morales (UN photo)

Parmi les peuples du Sud, nous célébrons aujourd'hui notre Nouvel An andin amazonien, nous célébrons le *Inti Raimy*, en quechua «fête du soleil», la *cuti Inca*, en ayara «le retour du soleil père», les horloges cosmiques qui nous enseignent et indiquent les âges de la terre mère. Aujourd'hui est un jour férié en Bolivie, nous fêtons le Nouvel An andin amazonien. Félicitations à tous les peuples du Sud, en particulier au mouvement indigène originel.

Il y a 20 ans, lors du Sommet de la Terre tenu ici, au Brésil, une profonde réflexion a eu lieu sur la vie et l'humanité, prenant en considération notre planète terre. Je me souviens du grand message d'un homme sage, *Fidel Castro*, président et commandant de la révolution cubaine: «Finissez-en avec la faim, pas avec l'homme. Payez la dette écologique, pas la dette externe». Maintenant nous nous rendons compte que cet homme avait tout à fait raison d'affirmer qu'il faut condamner la dette du système capitaliste, que nous, les pays que l'on nomme pauvres ou en développement, nous pensons que la dette des pays capitalistes est impayable.

Lors de cette conférence, il est important de procéder à des réflexions profondes en tenant compte des générations futures. Ce qu'on appelle l'économie verte est en discussion: en accord avec ce que pensent les

«Interview de Robert Sieland ...»

suite de la page 5

Pour terminer, une autre question importante – les conséquences écologiques de la production de lithium, en particulier les besoins en eau. Que sait-on à ce sujet?

Comibol, la compagnie minière étatique de Bolivie, a fait – selon les données en provenance du Chili – une estimation selon laquelle la production industrielle de lithium exigera par jour environ 4000 mètres cubes d'eau douce et environ 5000 mètres cubes d'eau saumâtre légèrement salée. Pour gagner ces quantités par jour, l'eau de la rivière du Rio Grande – le principal affluent – ne suffit pas de loin. Cela veut dire que l'on devra beaucoup puiser dans les eaux souterraines. Et l'on a constaté par les études isotopiques que la nappe phréatique est très ancienne – entre 90 et plus de 1000 ans. Cela signifie que les eaux souterraines ne sont pas alimentées par la pluie d'aujourd'hui, mais sont alimentées par des centaines, voire des milliers d'années. C'est donc une ressource quasi non renouvelable. Donc, si l'on puise et consomme ces eaux, ce «réservoir» souterrain se videra lentement.

Autrement dit, la préoccupation des habitants autour du Salar quant à leurs cultures de légumes et de quinoa, et leur élevage de lamas, est certainement justifiée ...

Je partage leur avis. Pomper de telles quantités d'eau souterraine abaisse la nappe phréatique. De ce fait, il peut arriver qu'à l'avenir la culture de quinoa par exemple ne soit plus possible parce que les sources tariraient et que les terrains humides s'assècheraient. La question est de savoir où l'on puise et quelle est la grandeur de la zone d'impact y relative. Mais aussi pour les cônes, la question se pose de savoir combien d'eau douce est nécessaire pour les nettoyer, etc. Il n'y a tout simplement pas encore de projet-pilote qui permettrait déjà une évaluation basée sur l'expérience. •

Source: www.quetzal-leipzig.de

(Traduction *Horizons et débats*)

mouvements sociaux dans le monde, en particulier le mouvement indigène, le souci de l'environnement de l'«économie verte» est le nouveau colonialisme qui domine nos peuples et les gouvernements anticapitalistes.

Le souci de l'environnement de l'«économie verte» est un nouveau colonialisme en deux sens: premièrement, c'est un colonialisme de la nature, les ressources naturelles de la vie deviennent des valeurs marchandes, deuxièmement c'est un colonialisme des pays du Sud qui portent sur leurs épaules la responsabilité de protéger l'environnement détruit par l'économie capitaliste industrielle du Nord. Ce qu'on appelle souci de l'environnement fait de la nature une valeur marchande, transformant chaque arbre, chaque plante, chaque goutte d'eau et chaque être vivant en une marchandise soumise à la dictature du marché qui privatise la richesse et répand la pauvreté.

L'économie verte usurpe la créativité de la nature, patrimoine commun de tous les êtres vivants, pour l'exproprier vers le bénéfice privé sous couvert de prendre soin de la nature. C'est une stratégie dominatrice qui quantifie nos ressources naturelles: chaque rivière, chaque lac, chaque plante et chaque produit naturel se traduit en argent pour le bénéfice de l'entreprise et son appropriation privée. Elle convertit la ressource de vie de toutes les générations en un bien privé pour le bénéfice de quelques personnes, donnant un rendement économique de la nature, et c'est pour cette raison qu'elle est seulement un mode de réalisation du capitalisme destructeur, graduel et progressif, de la destruction mercantile de la nature.

Mais par ailleurs, le souci de l'environnement du capitalisme, l'«économie verte», est aussi un colonialisme prédateur, parce qu'il permet que les obligations des pays développés pour préserver la nature pour les générations futures soient imposées aux pays appelés en voie de développement, pendant que les premiers s'emploient de manière implacable à détruire l'environnement de façon mercantile. Les pays du Nord s'enrichissent par une orgie prédatrice des ressources naturelles de vie et obligent les pays du Sud à jouer les gardes forestiers pauvres.

Ils prétendent supprimer notre souveraineté sur nos ressources naturelles, en limitant et contrôlant l'exploitation de nos ressources naturelles. Ils veulent créer des mécanismes d'intrusion pour adapter, diriger, évaluer et contrôler nos politiques nationales. Ils prétendent juger et punir l'utilisation de nos ressources naturelles avec des arguments environnementaux.

Bolivie: Morales inaugure une installation d'extraction de lithium

par Benjamin Beutler

Le président bolivien *Evo Morales* a inauguré la première installation du pays pour l'exploitation des réserves de lithium qui sont les plus grandes du monde. «L'installation semi-industrialisée de «kalium chloratum» [chlorure de potassium] est le début de l'industrialisation des matières premières d'évaporite en Bolivie», a déclaré Morales au bord du lac salant Salar d'Uyuni dans le département du haut plateau Oruro, environ 550 kilomètres au sud de La Paz. L'usine qui se trouve à une altitude de 3670 mètres et dans laquelle l'Etat bolivien a investi jusqu'à présent un capital propre de 18 millions de dollars, va «produire en octobre, ou en tout cas selon moi dès décembre, du carbonate de lithium», dit l'homme politique de gauche.

Ce deuxième pas dans le plan de l'exploitation des gisements de lithium sera financé par des crédits de la banque centrale s'élevant à 216 millions de dollars. «Les moyens de financement pour cela sont assurés», cite dans le quotidien d'Etat «Cambio» le chef du mouvement gouvernemental du socialisme (MAS). «Nous devons donner une valeur ajoutée à nos ressources naturelles»,

Ils veulent un Etat faible, avec des institutions faibles, soumises, sans règles pour que nous leur offrions nos ressources naturelles, comme ce fut toujours le cas dans l'histoire. C'est pour cela qu'il est si important de faire naître lors de cette conférence une profonde réflexion sur la façon dont l'économie verte promeut la privatisation et la commercialisation de la biodiversité et le commerce des ressources génétiques. Pour l'«économie verte», la biodiversité ce n'est pas la Vie, c'est un commerce, j'en viens donc à la conclusion suivante: la vie n'est pas un droit mais seulement un commerce pour le capitalisme et le colonialisme qui se sert de l'environnement lors de cette conférence.

Chers Présidents, il n'est pas possible qu'une soi-disant civilisation de 200 à 300 ans puisse détruire la vie harmonieuse dans laquelle ont vécu les peuples indigènes pendant plus de 5000 ans. C'est la différence profonde entre l'Occident et les pays du Sud, particulièrement les mouvements sociaux qui vivent en harmonie avec la mère Terre.

Une petite contribution de la Bolivie à cette lutte est l'approbation, il y a deux jours, de la Loi de la mère Terre et du développement intégral, dont l'objectif est de vivre bien le développement intégral par l'harmonie et l'équilibre de la mère Terre, pour construire une société juste, équitable et solidaire, sans pauvreté.

Pour réussir le développement total, nous avons besoin de tenir compte des droits suivants de manière complémentaire, compatible et interdépendante:

- les droits de la mère Terre
- les droits des peuples indigènes
- le droit des pauvres de venir à bout de la pauvreté
- le droit du peuple bolivien de vivre bien
- le droit et l'obligation de l'Etat au développement durable.

Nous ne pouvons pas nous développer sans toucher à la nature, ni nous développer en détruisant la nature. Pour cette raison, notre loi propose la complémentarité de ces droits. En plus, notre loi crée aussi l'Entité pluri-nationale de justice climatique, pour gérer l'adaptation et l'évolution climatique et elle crée un Fonds national de justice climatique.

Une petite expérience, vécue en Bolivie jusqu'à présent à la recherche du bien-être de nos peuples, c'est la récupération de nos ressources naturelles. Ceci a nettement amélioré notre économie nationale, je peux vous en donner trois exemples. La plus grande entreprise de Bolivie, *Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos*, rapportait en 2005

à peine 300 millions de dollars. Après la nationalisation, elle va rapporter cette année 3,5 milliards de dollars grâce à la lutte du peuple bolivien et au respect de sa demande de nationaliser nos ressources naturelles.

Nous savons que nous sommes un petit pays, qualifié de pays pauvre et en voie de développement. Nos réserves internationales étaient en 2005 de 1,7 milliard de dollars, cette année nous arrivons à 13 milliards de dollars de réserves internationales. En 2005, avant mon arrivée à la présidence, l'investissement public en Bolivie était de 0,6 milliard de dollars dont 70% de prêts ou de donations, cette année l'investissement est prévu pour plus de 5 milliards de dollars. Vous pouvez imaginer combien notre économie a changé après la récupération et la nationalisation des hydrocarbures, c'est un acquis très important de récupérer nos ressources naturelles, elles appartiennent aux peuples et doivent être de la compétence de l'Etat et ne peuvent pas servir au commerce des multinationales.

Par ailleurs, une autre expérience se rapporte aux services de base, qui ne pourront jamais faire l'objet de commerce privé. En Bolivie, on privatisait les services de télécommunications et l'eau. Après mon arrivée à la présidence, on a entamé leur récupération et de cette façon, on a réussi à récupérer les services de base comme une obligation de l'Etat et à dire non à la privatisation: aucune transaction des multinationales ne nous aide à résoudre les problèmes sociaux si importants en Bolivie.

Chers Compagnes et Compagnons présents, ici il sera important de penser vraiment aux générations futures, et nous ne pourrons y arriver qu'en rejetant les modèles de pillage qui s'approprient et épuisent nos ressources naturelles. Le capitalisme n'est pas une solution, je déplore beaucoup la chasse au terme «économie verte», le nouveau colonialisme qui soumet les peuples et les gouvernements anti-impérialistes et anticapitalistes. C'est pour cela que je vous appelle à la réflexion pour le bien des générations futures, si nous désirons passer à la postérité et si nous voulons que cet événement soit inédit, nous n'avons pas d'autre alternative ici que d'approuver un document qui permet d'en finir avec les politiques économiques, écologiques et sociales qui mènent le monde à un suicide, pour nous lancer dans l'humanisme qui est si important pour les peuples du monde.

Présidents, merci beaucoup pour votre attention, il sera très important de continuer le travail, tous les peuples du monde unis. •

Source/Traduction: *Pressenza IPA*, www.pressenza.com

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

La voie honnête serait plus «durable»

La consultation par le gouvernement d'Evo Morales – le cas de TIPNIS

par Muruchi Poma*

Le gouvernement d'Evo Morales en Bolivie fait tout son possible pour atteindre les 69 communes du TIPNIS (*Territoire indigène et parc national Isiboro Sécure*) et les consulter sur leur consentement par rapport à la construction d'une autoroute qui traverserait ce parc national. Mais les habitants du parc s'opposent à cette consultation. Pour manifester leur résistance à la construction de la route, ils ont parcouru en moins d'un an deux fois 500 km à pied et maintenant ils cherchent des voies légales. Le gouvernement est pour le plébiscite et les habitants contre. Ça, c'est la première impression qui s'offre à nous. Mais c'est une fausse impression. Notre interprétation de la réalité montre le contraire. Regardons de plus près.

Les indigènes du TIPNIS ont déjà une fois fait cette marche, il y a 22 ans. Cette marche est devenue historique. En août 1990, ces habitants se sont servis de ce moyen et ont exigé «de la terre et de la dignité». Après une marche marquée par le dévouement, de Beni jusqu'à La Paz d'une durée d'un bon mois et sur une distance de 500 km, le gouvernement néolibéral de Paz Zamora s'est vu contraint de déclarer territoire indigène le parc national *Isiboro Sécure* (connu plus tard sous le nom de TIPNIS). C'est le territoire où vivent les marcheurs indigènes. Depuis ce temps, le parc national *Isiboro Sécure* fait partie de la catégorie des territoires indigènes.

En réalité, cette marche a été historique parce qu'elle a inversé, dans l'Est de la Bolivie, le processus de la ruée sur les territoires indigènes, leur appropriation et répartition. Le message était clair: D'un côté la reprise de leurs territoires et de l'autre côté la reconquête des droits politiques, économiques et culturels par les indigènes. Avec la marche de 1990, le processus du changement a commencé, il s'est consolidé en 2006 avec le gouvernement d'Evo Morales, mais plus tard il s'est arrêté.

A l'opposé de ce processus social, le caractère du parc du TIPNIS a d'autres racines, plutôt d'origine occidentale. On a plutôt pensé à la protection des arbres qu'à la protection des cycles de la vie, dont celui des êtres humains qui est le plus important. 25 ans plus tôt (en 1965), ce parc a été déclaré parc national et il fait partie des soixante territoires protégés qui couvrent 20% de la Bolivie et sont la patrie de 17 des 36 peuples indigènes.¹

Le TIPNIS est situé au cœur de la Bolivie, dans le Sud il est limitrophe à la région de culture de coca de Chapare, et dans le Nord se trouve la région des entreprises du travail du bois autorisées. La Bolivie est un des pays avec la biodiversité la plus riche du monde et le TIPNIS, avec une surface de 14 fois la surface de Berlin, reflète cette diversité naturelle multiple avec 402 espèces enregistrées de la flore et 714 de la faune.

Il est connu que «le TIPNIS est le cœur de l'économie de l'eau de la Bolivie. Avec la superficie de ses réserves en eau douce, il occupe la 5^e place mondiale». ² Ce fait en souligne l'importance nationale et rend absurde tous les arguments prétendant que les Boliviens sont seulement les gardiens du peuplement forestier du monde. Si les Boliviens ne protègent pas leurs réserves de nappe phréatique, ils seront les premiers à souffrir des conséquences irréparables de la destruction de cette zone écologique de la production d'eau. La destruction définitive des arbres et de l'humidité de cette zone, par l'absence de nuages qui parcourent l'Altiplano et se déversent sous forme de pluie, peut avoir des conséquences catastrophiques, affirment les experts. Il semble que le gouvernement *Linera-Morales* n'ait pas la moindre intention de guérir ce «poumon» malade d'un «cancer» du TIPNIS, mais voudrait plutôt lui assener le coup de grâce. Les grands propriétaires terriens de Santa Cruz déboisent par année 250 000 ha de forêt. *Linera* minimise les conséquences en promettant que la construction de l'autoroute fera perdre «seulement» 200 ha de la forêt.

Les organisations indigènes du TIPNIS

Les habitants qui ont vécu depuis toujours sur le territoire du TIPNIS appartiennent aux peuples des *Mojenos*, *Chimanes*, *Yuquis*, *Yuracares* et *Trinitarios*. On estime qu'environ 15 000 habitants y vivent dans 69 communes. Ils sont organisés dans des associations TIPNIS et *Sécure* et au Conseil des indigènes du Sud (CONISUR) et appartiennent tous à l'organisation de base de la *Confédération indigène de l'Est bolivien (CIDOB)*.

Les dirigeants et les membres de ces organisations ont investi beaucoup d'efforts pour recouvrer leurs droits. Un an après la marche historique, le parlement bolivien se voit contraint de signer le contrat 169 de l'*Organisation internationale du travail* (Loi n° 125 du 11 juillet 1991). Après 16 ans, bien qu'encore sous les conditions d'une forte présence au Parlement des grands propriétaires terriens de l'Est de la Bolivie, les parlementaires sont contraints d'accepter la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes* (Loi n° 3760 du 7 novembre 2007). Nous avons pu voir, transmis par hasard par la télévision bolivienne, comment le président de la *CIDOB*, *Adolfo Chávez*, a été brutalement roué de coups par les casseurs des grands propriétaires, et cela uniquement parce qu'il a défendu la nouvelle Constitution de la Bolivie, acceptée par un référendum du peuple bolivien en l'an 2008.

La consultation préalable

Mais quels sont les droits que les indigènes ont acquis, pas seulement dans l'Est, mais dans toute la Bolivie? La propriété en commun de leurs territoires ne doit pas seulement exister en théorie mais doit être mise en pratique. Un an après l'introduction de la nouvelle Constitution pour l'Etat pluriethnique de la Bolivie, le président Evo Morales a lui-même remis aux habitants du TIPNIS le titre de propriété.³ Il n'y a aucun doute, toutes ces lois prévoient l'intervention de l'Etat dans n'importe quel projet. Les habitants ont «droit à une consultation préalable par l'Etat en toute bonne foi et d'un commun accord». ⁴ En lisant ces lois, on pourrait croire que les intérêts des indigènes sont protégés légalement. On doit dire cependant qu'ils l'étaient, car maintenant ils ne le sont plus. La loi reste figée dans son texte. C'est la politique qui, dans la pratique, la foule aux pieds.

Dans ce processus de changements, il s'est passé un fait qui est à l'origine de toutes ces complications. Le gouvernement de Morales et *Linera* a donné, en 2008, l'accord pour la construction d'une autoroute à une entreprise brésilienne (*OAS Ltda. Brasil*) d'un montant de 332 millions de dollars, et cela sans consulter au préalable les «propriétaires de la maison». Non seulement l'entreprise de construction, mais aussi l'investisseur viennent du Brésil. Bien que l'accord ait été annulé seulement le 9 avril 2012 par le gouvernement bolivien, il n'est pas exclu qu'après la consultation citée, on ne retourne pas aux mêmes sources financières. La vérité est que la route est d'une importance vitale pour l'industrie agricole et d'élevage du Brésil, surtout en Rondonia. Celle-ci s'intéresse au marché asiatique. Actuellement, pour y arriver, elle doit utiliser les ports de l'Atlantique et faire le tour du monde pour arriver par exemple en Chine. Avec la construction de la route à travers le TIPNIS, elle n'aurait que 1450 km jusqu'aux ports de l'océan Pacifique. C'est pourquoi le Brésil fait tout ce qu'il peut pour que cette route soit construite.

Peu importe, cette situation n'explique pas pourquoi le gouvernement bolivien a d'abord évité de consulter les habitants du TIPNIS. Il y a des raisons qui pourraient probablement expliquer cette négligence. Voyons: La route a été divisée en trois segments de construction. Une partie dans le Nord du TIPNIS (appartenant au département de Beni), une partie dans le centre, c'est la partie principale du TIPNIS, et une partie dans le Sud appartenant à Chapare dans le département Cochabamba, où Evo Morales a son plus fort soutien. Nous voyons plus clair dans cette affaire en prenant connaissance qu'aussi bien

la construction de la partie nord que de la partie sud de la route a déjà commencé en 2011.

Evidemment les producteurs de coca de Chapare ont un intérêt spécial à avoir cette route pour mieux atteindre les régions inhabitées du TIPNIS. C'est un soupçon fondé. D'un côté, il existe une grande demande du côté des planteurs de coca pour avoir des terres. De l'autre côté, la nouvelle Constitution empêche (cf. art. 399) toute possibilité d'avoir accès aux territoires des grands propriétaires terriens pour les planteurs de coca. Il ne semble exister aucune alternative à celle d'accaparer les terres des communes indigènes. Ces débordements arbitraires augmenteront avec la construction de la route, malgré l'intention du gouvernement de les punir.

Mais revenons à nos considérations: pourquoi n'y a-t-il pas eu de plébiscite? Il est possible qu'Evo Morales et ses proches aient pensé qu'ils n'avaient pas besoin de l'accord des habitants du TIPNIS pour la construction de la route (2^e partie de Villa Tunari jusqu'à San Ignacio de Moxos) comme ils n'en avaient pas eu besoin pour la première et la troisième partie, justement parce qu'ils ont la majorité absolue au Parlement et tiennent le pouvoir gouvernemental. Evo Morales, qui se considère comme président des indigènes, a certainement cru qu'ils le suivraient aveuglément. Mais nous devons aussi tenir compte du manque de lois pour effectuer une consultation. Il a fallu d'abord cette marche des indigènes pour contraindre le Parlement bolivien à voter de telles lois.

Alors que tout ce qui concerne la construction de la route semblait être sous toit, les habitants du TIPNIS ont appelé, ensemble avec le *Conseil national des Aylus et Markas de Qollasuyo (CONAMAQ)* qui représente les indigènes de l'Altiplano et des vallées, à la VIII^e marche. D'abord elle n'a été qu'à peine remarquée par le gouvernement, mais bientôt il a reconnu la popularité énorme qu'elle avait gagnée. Des forces policières ont brutalement arrêté les marcheurs près du village de Chaparina. Leur intervention a rendu la marche encore plus populaire. Le 24 octobre 2011, le gouvernement d'Evo Morales n'avait pas d'autre alternative que de voter la loi n° 180 qui interdit la construction de la route et qui rend le TIPNIS intouchable.

Il n'y aucun doute que Morales, *Linera* et ses compagnons faisaient mauvaise mine. Quelques jours plus tard, ils étaient blancs de colère. Comme le TIPNIS est dorénavant intouchable, ils se tournent contre les investisseurs étrangers de là-bas. Et même l'élevage de lézards par les indigènes du TIPNIS n'a pas été épargné. Le 11 novembre 2011, la licence écologique pour l'entreprise touristique *Untamed Angling SA* a été retirée. L'entreprise avait construit dans le TIPNIS des cabanes de vacances avec des matériaux indigènes. Les touristes venaient en hélicoptère depuis Santa Cruz. L'exclusivité de ce tourisme était connue. Sans doute, les indigènes en profitaient pour avoir du travail qui leur donnait un revenu. Les habitants ne dépendaient pas de l'aide de l'Etat. Mais au lieu de veiller à ce que les indigènes profitent encore plus de cette forme de tourisme, le gouvernement détruit toute forme de source de revenu les concernant. C'est vraiment une position quelque peu paranoïde d'appeler d'un côté des investisseurs étrangers, comme c'est le cas pour l'exploitation du lithium, mais d'interdire des investissements étrangers qui ne misent pas sur l'extraction.

La consultation manipulée

La loi qui interdit la construction de la route permet au gouvernement de gagner du temps. Morales semble maintenant être arraché à son rêve de pouvoir et comprend qu'une interrogation est nécessaire. Mais sa position n'est pas honnête: Il ne veut pas cette interrogation pour arriver à la décision de construire ou non la route, mais il cherche uniquement une justification à sa construction. Ils parlent bien d'une «consultation préalable», mais en réalité il s'agit d'une consultation postérieure. Cela est en contradiction avec la Constitution. Dans le fond, le gouvernement devrait s'engager à changer la Constitution. C'est ce qu'il ne

fait pas, mais les partisans (CONISUR) commencent une marche de Chapare vers La Paz pour imposer une consultation. Ils demandent la construction d'une route et exigent d'être consultés. En février 2012, le Parlement a voté la loi n° 222 avec l'intention d'effectuer «la consultation préalable». Et maintenant le gouvernement et ses partisans se posent en défenseurs de la Constitution. Le show est parfait.

Contre cette manipulation, les habitants du TIPNIS organisent la IX^e marche. Six jours avant leur arrivée à La Paz, la Cour constitutionnelle a déclaré, le 18 juin 2012, la «constitutionnalité conditionnelle» de la loi n° 222, et l'autre loi n° 180 comme non-conforme à la Constitution. La conformité conditionnelle se réfère à l'accord entre les adversaires. La cour, élue en 2011, a donc manqué la possibilité d'être un instrument indépendant de la défense de l'Etat de droit. Mais les indigènes de la IX^e marche voient malgré tout dans la notion «d'accord» (concertation en espagnol) la possibilité de pouvoir mener un dialogue avec le Parlement et l'exécutif.

Suite page 8

Réunion de travail

Extraction de lithium en Bolivie – Pillage ou exploitation équitable des ressources?

La conférence de travail aura lieu

Samedi, le 22 septembre 2012 de 9h00 à 17h40, en Allemagne, Leipzig, Université de Leipzig, Neues Seminargebäude (salles: 401-403; entrée par la cour), Universitätsstrasse 1, D-04109 Leipzig

Organisateur: Ayni e.V.

Contact: Dr. Muruchi Poma. Bernhard-Göring-Str. 148, D-04277 Leipzig. Tel. 0049 341 3029397.

E-mail: tanitani1@web.de

Inscription

Si possible jusqu'au 22 août 2012;

E-mail: tanitani1@web.de

Frais d'inscription: 10 euros;

Réduction: 5 euros sur demande

(par exemple pour étudiants), paiement au commencement de la conférence ou par virement.

Détenteur du compte: Ayni-Verein für Ressourcengerechtigkeit e.V.

[Association Ayni pour une exploitation équitables des ressources]

Numéro de compte: 113 246 0 900

Code bancaire: 430 609 67 (GLS)

Motif du paiement: Conférence et nom du participant

But

Le développement des batteries rechargeables à base d'ion-lithium, leur utilisation globale dans de multiples applications de l'industrie électronique, et l'apparition d'automobiles électroniques et hybrides, ont mis au centre de l'intérêt industriel le lac salant Salar d'Uyuni et ses réserves de lithium (les plus grandes du monde).

Ce désert de sel est devenu un important lieu de pèlerinage pour des scientifiques, des dirigeants d'industrie et des touristes. Par contre, les habitants sont à la fois déroutés, curieux et déçus en observant ceux qui font des forages et construisent des cuves dans le lac salant. On leur dit qu'on y exploite du lithium, une chose qu'ils ne connaissent point.

Des scientifiques de réputation internationale sur le thème du lithium seront présents à la conférence. Des personnalités de la communauté bolivienne, des étudiants et un public intéressé auront la possibilité de discuter et de fournir des idées à cette occasion.

* Muruchi Poma est Bolivien d'origine indigène. Il est l'auteur du livre *Evo Morales. Die Biografie*. Editions Militzke, Leipzig, 2007

«La voie honnête serait plus durable»
suite de la page 7

Pendant ce temps, la IX^e marche atteint le 24 juin la ville de La Paz. La réception grandiose d'octobre 2011 ne se répète pas. C'est un échec. Ils n'atteignent pas le but d'abolir la loi n° 222. Ils ne voient pas que la machinerie de l'Etat est en plein mouvement pour la consultation préalable. Pendant qu'ils marchaient, Evo Morales et ses adeptes de Chapare étaient tout le temps dans le TIPNIS et faisaient des cadeaux de Laptops, de portables et de moteurs de bateaux et autres, et avec cela ils ont corrompu les habitants restés chez eux. En plus, le gouvernement a accusé les dirigeants de la IX^e marche d'être des larbins de l'impérialisme, parce qu'Adolfo Chávez de la CIDOB avait donné la main au gouverneur de Santa Cruz et autres représentants des grands propriétaires terriens. En plus on pouvait voir clairement que l'église catholique était derrière cette marche. Cela

a retenu beaucoup de gens qui avaient soutenu la VIII^e marche. Tout porte à croire que même la révolte des policiers à la mi-juin a été dénigrée comme partie de la conspiration des marcheurs contre le gouvernement.

Lors de l'arrivée des marcheurs à La Paz, Evo Morales était, comme trop souvent, en voyage, mais même après son retour il n'était pas prêt à prendre contact avec les dirigeants de la IX^e marche. Linera et ses ministres ont pris la même position. Et au lieu de prendre contact, le gouvernement a poursuivi la voie de la scission des indigènes. Ainsi, les indigènes de Chapare et du CONISUR (partisans d'Evo Morales) ont été transportés à La Paz et y ont mis en scène «un monologue». Ils sont d'accord avec la consultation et demandent la construction de la route. Par la suite, les participants de la IX^e marche ont décidé de retourner dans leurs communes dans le TIPNIS pour s'opposer à la consultation. En même temps, ils ont déposé une demande de protection de la Constitution au

Tribunal de Sucre, pour obtenir le respect des lois. Ils ont argumenté que le contenu du protocole de la consultation leur était totalement inconnu. La cour a refusé la demande. Les ministres du gouvernement ont déclaré qu'ils parleraient avec les communes du TIPNIS. Ils les interrogeront probablement aussi longtemps qu'il faut pour que les habitants rendent leurs armes et soient d'accord avec la construction. Il faut considérer que ceux qui font la consultation sont pour la construction de la route. Là il faut aussi savoir que les participants de la IX^e marche sont pour la construction de la route, cependant pas par le milieu, mais au bord du parc. Le point culminant de l'impertinence du gouvernement a été atteint lorsque ce dernier a commencé à déposer une plainte contre les dirigeants de la IX^e marche.⁵

Il est possible que le gouvernement de Morales puisse faire construire des routes partout dans le pays, mais il ne peut pas fouler la loi aux pieds. Le gouvernement a

entamé le chemin du non-respect de la loi et de l'abus de pouvoir, et ce qui est pire, il sème la haine partout parmi les indigènes et fait ce que les colonialistes et les néocolonialistes ont essayé depuis toujours. Ce que le gouvernement veut combattre, devient son instrument.

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ cf. Dittmann, Wencke. *Starke Gesellschaft – Schwacher Staat. Entwicklung der Bevölkerungs-partizipationen am Schutzgebietsmanagement in Bolivien*. Diplomarbeit. Leipzig, septembre 2010, p. 33sq.

² cf. Prada Alcoreza, Raul. En Torno al TIPNIS http://www.amigo-latino.de/indigena/noticias/newsletter_07_11/461_09EntornoalTIPNIS_rp.html (21/9/11)

³ cf. «Antrag zum Schutz der Verfassung» de Fernando Vargas Mosua, document daté du 27/7/12.

⁴ cf. la Constitution bolivienne, art. 30, n° 15.

⁵ cf. www.laprensa.com.bo/diario/actualidad/bolivia/20120809/el-gobierno-inicia-juicios-por-la-consulta_31265_49998.html (13/8/12)